LA DEFENSE
DES
VICTIMES POLITIQUES

Bulletin hebdomadaire des Groupes d'Action contre la répression et la terreur blanche

DIRECTION :
55, rue du Fg-Montmartre, Paris-9e
Téléph. : Trudaine 77-41 / 77-42

On est prié de reproduire les articles et informations publiés ici.

12 Novembre 1926.

SOMMAIRE DU N° 22.

POLOGNE

QUELQUES STATISTIQUES

En mai 1926. - Avant le coup d'Etat, 612 personnes ont été arrêtées ; 19 procès ont été intentés à 98 inculpés, condamnés de vingt-neuf à soixante années de prison ; une grève de la faim.

Après le coup d'Etat, 64 arrestations ; 2 procès contre 276 personnes ; cinquante-quatre à quarante années et demie de prison distribuées.

En juin 1926. - 578 arrestations ; 23 procès avec 127 inculpés ; 71 condamnations à 195 années ; 10 grèves de faim. Pendant la dispersion des manifestations ouvrières, 14 personnes tuées, 44 blessées.

En juillet 1926. - 250 arrestations ; 5 meetings dispersés ; 27 procès intentés à 163 inculpés, dont 112 condamnés à 207 années de prison ; 4 grèves de la faim.

En août 1926. - 138 arrestations ; 5 meetings dispersés, 25 procès intentés à 142 inculpés, condamnés de quatre-vingt-cinq à deux cent quarante-quatre années de prison ; 3 grèves de la faim.

LA SITUATION DÉSESPÉRÉE DES PRISONNIERS POLITIQUES

Nous publions ici de larges extraits d'une lettre des prisonniers politiques de Rawicz qui donne une idée de la situation actuelle des prisonniers politiques :

« Notre prison est hermétiquement fermée à l'honnête partie de la société qui ne peut savoir toute l'injustice qui est faite à nous, prisonniers politiques. Toutes les plaintes contre ces méfaits monstrueux adressées aux soi-disant représentants du droit et de la justice restent sans résultat. Nous sommes soumis à d'odieuses tortures morales et physiques.

« Nous ne sommes pas considérés par l'administration de la prison comme des prisonniers politiques. On nous répète sans cesse que nous sommes pire que des prisonniers de droit commun, puisque nous voulons détruire la propriété privée. On nous a mis par force des habits de forçats sales et déchirés. Nous faisons la promenade quotidienne d'une heure avec les criminels et on nous colle le numéro de notre cellule sur le dos. Pour que les prisonniers politiques ne puissent communiquer, on fait marcher entre deux prisonniers politiques un criminel. Quand on nous appelle au bureau, on nous oblige à rester quelques temps devant la porte au garde-à-vous. On nous oblige d'ôter le chapeau devant chaque employé ou geôlier.

« Pour la moindre désobéissance, on nous punit en nous interdisant de fumer, d'acheter des aliments, en supprimant les envois de nos familles, notre correspondance, en nous jetant dans des cachots sans fenêtres. Ce calvaire d'odieuses punitions a été vécu par tous les camarades plusieurs fois. Au mois de mars 1926, les prisonniers politiques d'ici ont demandé une situation plus humaine et ont soutenu leurs revendications par la grève de la faim. Cette grève, la quatrième, dura treize jours et fut brisée par la force. On nous a punis en supprimant les envois des aliments et des paquets, les livres, les moyens d'écrire, les journaux et la correspondance.

« Les camarades qui ne voulaient pas s'agenouiller, étant des laïques, devant le curé qui venait à un prisonnier malade, furent jetés, pour quinze jours au cachot. On nous bat très souvent. J. Szarepanski fut cruellement battu parce qu'il ne voulait pas ôter le chapeau devant un geôlier ; N. Stubnicar fut battu par le geôlier Gzresrkowicz parce qu'il ne voulait pas dire de qui il avait reçu une enveloppe ; M. Czap fut battu par l'inspecteur Sobolewski et le geôlier Morguron parce qu'il ne voulait pas cesser la grève de la faim. Il s'est évanoui et on l'a transporté dans la cellule des fous où il est resté couché sur le plancher en ciment pendant trois jours.

« Il est interdit de fumer tous les jours ; il n'y a que le dimanche que l'on peut fumer une certaine quantité de cigarettes. On ne nous permet d'écrire qu'une fois par mois. La visite des parents ne dure que quinze minutes. On ne peut faire d'achat des aliments qu'une fois par mois, ce qui est impossible en été.

« Les conditions hygiéniques sont très mauvaises. On ne change les draps de lit qu'une fois tous les trois mois et le linge personnel chaque quinzaine. Le linge est sale et en haillons. La nourriture est le plus souvent immangeable. L'assistance médicale est quelque chose de révoltant. L'hôpital de notre prison est considéré comme un des meilleurs de Pologne. En réalité, c'est un enfer pour les prisonniers. La conduite du médecin est un scandale. Pour la moindre désobéissance, il punit les prisonniers gravement malades en leur supprimant une meilleure nourriture ; aussi, y a-t-il des cas de morts prématurées. On bat souvent les malades.

« Ces faits démontrent clairement que dans les prisons de la Pologne indépendante et « démocratique » sévit une terreur blanche ignoble. »

LA « GRACE » PRÉSIDENTIELLE

Nous publions ici la lettre des prisonniers politiques de la prison Mokotow, à Varsovie, qui démontre l'hypocrisie honteuse du gouvernement polonais: On annonce que le président va grâcier des dizaines de prisonniers politiques. Mais voici la vérité :

« La comédie jouée par le gouvernement de l'ancien prisonnier politique - Pilsudski, du socialiste Moraczewski et du fondateur d'une statue de l'impératrice Catherine, Meysztowicz, - devient tellement odieuse qu'elle écœurera chaque homme honnête. Le 10 octobre furent libérés à la suite d'un ordre ministériel deux prisonniers politiques : Wagner (L.), métallurgiste de Lodz et Wajs (D.), métallurgiste de Varsovie. Wagner condamné à deux ans de prison devait être libéré le 2 décembre, donc le ministre lui a fait cadeau d'un mois et vingt-deux jours (il a fait, en outre, neuf mois de prison préventive) ; Wajs condamné à deux ans de prison devait être libéré le 30 octobre, donc on lui gratifia vingt jours (il a fait, en outre, deux ans et demi de prison préventive). Mais ce qu'on a fait le 24 octobre dépasse toute fantaisie. Le cheminot Waszkiewicz (André) devait être libéré le 4 novembre. La comédie recommence et on le grâcie dix jours avant sa libération. Naturellement, tous les trois ont refusé cette grâce et ce n'est qu'avec la force qu'on a pu les faire sortir de la prison ».

De toutes les prisons polonaises arrivent des lettres protestant contre la comédie des « grâces » présidentielles. Les prisonniers politiques n'en veulent pas. Nous recevons des lettres de protestation des prisons de Sieradz (14 femmes prisonnières politiques) ; Lublin (63 signatures) ; Varsovie-Mokotow, Varsovie-Paviak (102 signatures).

LA VOIX DU PEUPLE

Les masses ouvrières et paysannes en Pologne luttent pour l'amnistie des prisonniers politiques. Les dernières résolutions demandant l'amnistie furent votées aux meetings et réunions suivants : à Bydgoszcz, au meeting du N.S.P.P., 2.000 personnes ; à Lgievz, au meeting de l'Association des Libres Penseurs ; à Dziedzice, au meeting du Conseil de l'Union des Syndicats, présents 1.500 ; à Goheszow, au meeting du Conseil de l'U. D. S. ; à Brzesc, présents 1.500 ; à Wloclawek, à Radomsk, à Tomaszow et à Skolem.

Les syndicats suivants ont voté une résolution pour l'amnistie : à Chelm, les syndicats des fourreurs, cordonniers et au meeting de tous les syndicats ; à Bialystok, les syndicats d'alimentation et des tailleurs. A Zawiercie au meeting des métaux, présents 3.000 ; au meeting du textile, présents 3.000 et au meeting du Parti paysan indépendant, présents 2.500.

Les paysans ont demandé l'amnistie aux meetings de Czerewki, Grodzisk et Kiczki.

La municipalité de Zamosc a voté une résolution où elle demande l'amnistie intégrale pour les prisonniers politiques.

CONTRE L'AMNISTIE

Le Conseil de l'Association des Anciens prisonniers politiques (Parti polonais socialiste) a publié une déclaration qui est foncièrement hostile à l'amnistie. On lit, dans cette déclaration, que le ministère de la Justice doit libérer chaque prisonnier politique, à condition qu'il donne la promesse de ne pas agir contre l'Etat et son indépendance. « Aucun communiste, dit le Conseil, ne

donnera une telle promesse. Est-ce que nous pouvons dire au ministre : libérez ceux qui immédiatement voudront vous saisir à la gorge ? »

GRÈVE DE LA FAIM

Nous recevons le télégramme suivant : « Varsovie. - Aujourd'hui a éclaté la grève de la faim de 65 prisonniers politiques de Brest-sur-Boug. - Secrétariat interallié. »

Le désespoir des prisonniers politiques croît. Le dernier moyen de défense contre l'enfer des prisons polonaises, c'est la grève de la faim. Au secours des 6.000 prisonniers politiques qui se meurent dans les prisons polonaises !

LES BARBARES

Le 1er novembre avait lieu une démonstration ouvrière au cimetière à Varsovie devant les tombes de l'ouvrier Biaty, tué à l'issue d'un meeting, en août 1924, par la milice du Parti polonais socialiste, et de l'ouvrier Gawlik, tué au cours de la démonstration du 1er mai 1926. La foule fut haranguée par le député communiste Warski.

Le lendemain, la police est venue au cimetière et a arraché des plaques commémoratives avec des inscriptions révolutionnaires apposées sur les tombes de ces deux ouvriers héroïques. Ces plaques avaient été achetées avec le résultat de collectes ouvrières.

LA « LIBERTÉ » ÉLECTORALE

Les élections aux caisses de prévoyance des malades approchent et le commissaire gouvernemental à Varsovie, M. Gorzechowski a organisé une véritable vague de répression contre le Comité électoral de la gauche ouvrière. Immédiatement après la légalisation du comité, ses trois membres, Weinberg, Wojcik et Korus furent arrêtés. On a mis les scellés sur l'appartement de M. Altman, membre de la fraction rouge de la direction des caisses de prévoyance. La police a perquisitionné au Comité électoral, 41, rue Pawia, a arrêté 30 personnes et saisi toutes les éditions sans exception parues légalement. La police a arrête 7 ouvriers qui discutaient de l'élection, 81, rue Krochmalua. Au meeting des ouvriers juifs, un des orateurs a parlé en faveur du Comité de la Gauche ouvrière ; la police présente dans la salle a ordonné au président de lui retirer la parole. M. Gorzechowski a promis aux membres du Comité électoral de la Gauche ouvrière d'étouffer toute l'activité de ce comité.

MESURES CONTRE LA PRESSE

Le gouvernement polonais a élaboré une nouvelle loi sur la presse qui doit être proclamée par simple décret du président. La nouvelle loi comportera une série de restrictions au droit de critiquer des événements politiques et sociaux. L'Association des journalistes de Lwow a adressé au gouvernement une protestation contre cette loi.

LE PROCÈS DES CHOMEURS DE STRYJ

Dans un très proche avenir commencera le procès des participants à la manifestation de Stryj. Pendant cette manifestation des chômeurs qui eut lieu le 31 mars 1926 furent tués 9 ouvriers et plusieurs gravement blessés. Ce ne sont pas les représentants du gouvernement responsable de ce crime qui seront inculpés. Le ministre de la Justice n'a pas l'air de considérer les inculpés comme des prisonniers politiques, puisqu'ils sont 400 et qu'il ne trouve que 2.000 prisonniers politiques dans les prisons polonaises.

ITALIE

LA TERREUR BLANCHE EST DÉCHAINÉE

Une nouvelle vague de terreur s'abat sur l'Italie, à la suite de l'attentat contre Mussolini, commis par un enfant de quinze ans. D'ailleurs cet

attentat est encore enveloppé du mystère le plus obscur. Etant donné les méthodes de gouvernement instaurées en Italie par le fascisme, il n'est pas invraisemblable que ce nouvel attentat ne soit qu'une machination ténébreuse ourdie par le gouvernement même, pour avoir ainsi le prétexte de déchaîner la terreur la plus violente et atteindre, en même temps, trois buts : écraser l'opposition populaire, malgré tout de plus en plus forte dans la péninsule ; résoudre temporairement la crise intérieure qui déchire le fascisme, et avoir enfin le prétexte de déclancher une nouvelle campagne violente de presse, nécessaire à la besogne du gouvernement fasciste en matière de politique extérieure.

Nous avons à plusieurs reprises montré dans ce Bulletin le milieu fasciste, créé par la propagande orale et écrite, faite soit dans les journaux officiels et officieux, soit par les discours provocateurs de Mussolini et des personnalités responsables du gouvernement et du parti fascistes.

Le fascisme a créé un phénomène de psychose criminelle parmi les chemises noires.

Le lynchage du jeune Zamboni, sur lequel les miliciens armés jusqu'aux dents se sont jetés pour le larder de quatorze coups de poignard et l'étrangler ensuite, n'a été que la première des sauvageries qui se sont poursuivies pendant des jours et des nuits entières dans la plupart des villes et des bourgades d'Italie.

Mais ce qui aggrave encore cette action criminelle, c'est que Mussolini, lui-même, a donné l'ordre de lyncher Zamboni et de le tuer, selon ce qu'a dit M. Marinelli, l'un des chefs du fascisme, qui se trouvait, au moment de l'attentat, aux côtés de Mussolini.

« C'est la première fois, remarque justement « Le Quotidien », qu'un chef de gouvernement donne de pareils ordres, car même le tsar de Russie laissait juger les terroristes. »

LA SAUVAGERIE SANS BORNES

Pendant les quelques jours qui précédèrent la grande parade de Bologne, la police avait déjà opéré plusieurs rafles de citoyens dans toute la région. On nous dit que plus de deux mille personnes appartenant aux divers partis non fascistes ou sans parti avaient été arrêtées à cette occasion.

La nouvelle de l'attentat donna libre cours à l'orgie la plus effrénée de la part des bandes fascistes.

Le gouvernement fasciste commença à empêcher la libre transmission des télégrammes et des nouvelles à l'étranger.

« Le Temps » écrit que « le dimanche 31 octobre aucun télégramme de presse n'est parti, en dehors de ceux des agences gouvernementales. Le lendemain lundi, les journaux étrangers n'ont pas reçu les dépêches de leurs correspondants ».

D'autre part, les voyageurs dirigés vers l'étranger étaient fouillés minutieusement, et plusieurs ont été arrêtés sans motif. Par cela, le gouvernement fasciste voulait empêcher que les nouvelles sur la terreur qui venait de s'abattre en Italie fussent connues dans les autres pays.

Malgré cette rigoureuse censure, un certain nombre de nouvelles ont pu quand même être connues. Certes, on n'est pas encore en mesure d'établir un bilan approximatif des journées de meurtre, de pillage et d'arrestations, qui ont suivi l'attentat contre Mussolini.

A Rome, les fascistes ont envahi les bureaux du parti maximaliste et ceux du parti socialiste unitaire, en les ravageant entièrement. Le même sort arriva au bureau des journaux « Il Mondo » et la « Voce Republicana ».

De même, à Milan, les sièges des journaux « Avanti » et « Unita » ont été dévastés et brûlés. Le lendemain, la police empêcha aux rédacteurs de « l'Avanti » d'entrer dans les locaux. Mais tout en étant dans la rue, on pouvait bien voir les effets du saccage et de la dévastation commise. Toutes les fenêtres étaient complètement brûlées, les murs entièrement noircis par l'incendie des meubles et des bureaux. Dans la rue restaient encore les débris fumants des meubles brûlés et jetés hors des fenêtres, mêlés avec des machines à écrire cassées et des piles de livres et brochures presque entièrement brûlées par l'incendie. Toutes les collections des œuvres de Marx, d'Engels et de Lassalle, des milliers de livres de propagande et de brochures étaient éparpillés par tas dans la rue, et sur les escaliers de la maison, encore fumants !

A Gênes, les fascistes ont dévasté les bureaux du « Lavoro », brûlé le dépôt du papier, brisé 12 linotypes et endommagé deux rotatives. A Cagliari, les imprimeries des journaux « Il Corriere di Sardegna » et du « Solco » ont été dévastées.

Entre temps, les préfets, sous ordre du ministère de l'Intérieur, ont suspendu tous les journaux d'opposition. A Milan, « l'Avanti », « l'Unita », « Quarto Stato », « Battaglie Sindicali », « Il Pungolo » et « l'Ordina Nuovo ». A Turin, « La Stampa », et « Il Corriere ». A Venise, « Il Gazzetino ». A Brescia, « Il Cittadino ». A Verone, « Il Corriere del Mattino ». A Rome, « Il Mondo », « Il Risogimento », « la Voce Republicana ». A Palerme, le journal « Il Giornale di Sicilia » et « l'Ora ». A Monza, « Il Cittadino ». A Bolzano, « le Volkibatt Volksbote » et « Dolomiten ». A Vicenza, « le Corriere Veneto », organe catholique. A Sondrio, l'autre organe catholique « Il Corriere della Voltellina ». A Ivrea, « La Sentinella », « Il Risveglio » et « Le Duché d'Aosta ».

En outre, les correspondants romains de « l'Unita » et de « l'Avanti » ont été expulsés de tous les syndicats de la presse. Le bureau du syndicat de la presse parlementaire a interdit l'accès au siège de Montecitorio à tous les journalistes non fascistes et il a demandé la suppression de leurs cartes de correspondants.

A Milan, tous les rédacteurs de « l'Unita » ont été arrêtés avec une centaine d'ouvriers. A Rome, le nombre des arrêtés est très fort, des centaines de citoyens sans parti ont été gardés pendant longtemps dans les prisons, mais la police a visé surtout les communistes.

Le gouvernement a décidé la dissolution de tous les partis, associations et organisations non fascistes. A Gênes, il y a eu une véritable chasse aux ouvriers et aux citoyens antifascistes. A présent, on sait qu'il y a eu deux morts, mais le chiffre des assassinés doit être beaucoup plus élevé. Dans cette même ville, deux groupes de fascistes ont tenté d'assaillir la maison d'un avocat, M. Rossi, socialiste, qui était gardée par des douaniers et des carabiniers. A un certain moment, les douaniers résistant à l'assaut des manifestants ont tiré sur les fascistes, tuant deux d'entre eux ; un carabinier a été également tué dans la bagarre. A Cagliari, le député anti-fasciste et paysan Lussu a tué un fasciste qui, grimpé sur le balcon de son domicile envahi par les bandes fascistes, excitait des manifestants. Le député Lussu a été arrêté.

A Forcoli, le moine Nesi, accusé d'avoir outragé le fascisme pendant que se déroulait une manifestation pour le « Duce », a été attaqué par les chemises noires. Le moine réussit à échapper aux sauvageries fascistes et à se réfugier dans une maison. Les carabiniers arrivés en hâte arrêtèrent le moine qui fut aussitôt écroué. A Milan, la nouvelle de l'attentat contre Mussolini a donné lieu à une véritable ruée sauvage de la part des fascistes contre le peuple milanais. On ne connaît pas encore le nombre des assassinés. Plusieurs centaines de citoyens ont été bâtonnés sauvagement, dont une grande partie a dû être admise dans les hôpitaux. Le nombre des dévastations dans cette ville est très élevé. Les cabinets des avocats Gonzales, Dugoni, Schiavi et d'autres encore ont été pillés. De même, la clinique du Dr Pierre et le bureau du député Chisa ont été ravagés complètement ; tous les meubles, les machines à écrire, les papiers, la bibliothèque ont été jetés hors de la fenêtre dans la rue et ensuite brûlés. La police a donné la chasse à tous ceux qui ne sont pas bien vus par les fascistes. Des patrouilles d'agents sillonnaient les rues dans tous les quartiers, arrêtant au hasard. Le nombre des persécutions est innombrable. A Ferrara, Padoue, Parme et dans d'autres villes, les fascistes ont décidé de créer une police secrète. Ils ont dressé une liste noire comprenant les personnes « dont la vie est liée à celle de Mussolini », comme dit textuellement le communiqué de l'Agence Stéfani. Des listes d'otages ont été rédigées par les fascistes dans un grand nombre de villes d'Italie, lesquels devront être assassinés si une nouvelle menace devait atteindre Mussolini ou le régime fasciste.

A Rome, les chemises noires ont dévasté les bureaux des avocats non fascistes, adhérents aux partis populaires, libéraux, socialistes et catholiques et des avocats appartenant à la franc-maçonnerie. A travers les quelques nouvelles publiées dans le « Popolo d'Italia », on peut se rendre compte déjà des exploits fascistes commis à Rome, quoique le journal de Mussolini dise qu'il ne s'agit « que de petites choses ». Ces « petites choses » sont, en effet, la dévastation d'un grand nombre de bureaux des personnalités antifascistes ou neutres et les bastonnades infligées à un grand nombre de citoyens. Les habitations du général Bencivenga, du journaliste Giannini, Cianca, directeur du « Mondo », de l'ex-député Sardelli, du sculpteur Ferrari et d'autres encore ont été envahies par les bandes armées des chemises noires et pillées. A Naples, la maison de M. Labriola, ancien ministre du Travail dans le cabinet Giolitti, a été envahie. M. Labriola et son fils âgé de quinze ans ont été violemment frappés ; en outre, leur habitation a été complètement dévalisée. M. Labriola a dit à ses amis qu'on ne lui avait même pas laissé une chemise. Il a demandé un passeport pour se

rendre à l'étranger. Le passeport a été refusé, les autorités fascistes faisant savoir à M. Labriola qu'il était retenu comme otage. Le même jour, les bandes fascistes ont pénétré dans la maison de M. Roberto Bracco, auteur dramatique illustre. Des violences ont été exercées contre lui qui est âgé de soixante-huit ans ; les mêmes faits se sont renouvelés dans la maison du sénateur Bénedetto Croce, grand écrivain et illustre philosophe. La magnifique bibliothèque de M. Croce, une des plus riches de l'Italie, a été détruite. Des centaines de maisons dans cette même ville ont été pillées et dévastées, entre autres celles des journalistes Bordiga, Scarfoglio, Duca Cesaro et Treves. Les mêmes faits se sont renouvelés dans la maison du député libéral Presutti, professeur de droit constitutionnel à l'Université de Naples.

Le secrétaire fédéral du fascio a annoncé la formation de brigades secrètes de surveillance politique qui auront pour mission de veiller à ce que personne ne se permette une attitude irrespectueuse envers le régime. Les critiques même bénignes contre le fascisme et les fascistes ne devront plus être tolérées. Une liste secrète de tous les adversaires du fascisme sera dressée, lesquels dévront répondre éventuellement par leur propre vie de celle de Mussolini. Dans une de ces listes publiée sans mystère par les fascistes, on relève les noms du comte Sforza, ancien ministre des Affaires étrangères italien, du sénateur Albertini, du sénateur Croce, et d'autres hommes politiques, choisis parmi les plus importants de l'Italie.

Chaque jour apporte de nouveaux renseignements sur les actes de sauvagerie commis dans toute l'Italie, par les chemises noires. A Milan, il n'y a pas eu moins de 200 habitations privées mises à sac et détruites. On signale, d'autre part, qu'ont été blessés les deux députés Répossi et Salvaldi, les journalistes Léonetti et Silvestri et l'ancien secrétaire de la Bourse du travail Brigatti.

A Rome, la liberté de pillage a été accordée aux fascistes durant quarante-huit heures. Dans cette ville, le docteur américain Elie Rau, âgé de soixante-cinq ans, a été frappé au visage parce qu'il ne s'était pas découvert au passage d'un cortège fasciste. Le député Nobili, membre du parti maximaliste, a été victime, près de Perouse, d'une agression de la part des fascistes. Ceux-ci, après l'avoir enlevé, le menèrent en pleine campagne en le rouant de coups. Le député Novini a dû être hospitalisé dans une grave condition.

Les répercussions de l'attentat contre Mussolini se sont fait entendre aussi en Amérique. A New-York, les bureaux et les imprimeries des journaux de langue italienne « Il Martello » et le « Nuovo Mondo » ont été saccagés par les fascistes italiens, lesquels en profitant de l'absence du personnel ont pu commettre facilement leurs exploits.

Le « Daily Herald » apprend de Lugano que près de cent personnes ont été tuées en Italie et un millier blessées, entre le 31 octobre et le 2 novembre. Selon la même source, 150 personnes ont été chassées de Lucques, le 1er novembre, et de même plusieurs familles de Padoue, après avoir vu leurs biens détruits.

LE VATICAN COMPLICE DU FASCISME

De plus en plus, le Vatican démontre qu'il est au service du fascisme.

Aucune occasion n'a été ratée par lui pour montrer son attachement au régime qui opprime depuis quatre ans le peuple italien, malgré que plusieurs organisations chrétiennes, groupant une partie de la population italienne hostile au fascisme, soient traitées de la même façon que les organisations « subversives ».

Au cours de la cérémonie religieuse qui a eu lieu à Naples « pour remercier Dieu d'avoir bien voulu préserver la vie de Mussolini », le cardinal Ascalesi, avant de chanter le « Te Deum », a prononcé un petit discours dont voici quelques phrases bien saillantes :

« Pour la quatrième fois, la Providence a sauvé sa vie (de Mussolini), donc cela veut dire qu'il est destiné à accomplir le bien de l'Italie et peut-être du monde entier. Notre devoir est de coopérer pour que l'œuvre de la Providence soit accomplie. Je vous invite à remercier Dieu d'avoir fait que Mussolini échappe au péril, car encore une fois il a sauvé l'Italie en protégeant la vie du premier ministre. Il faut prier Dieu pour qu'il continue toujours cette divine protection. »

D'autre part, on mande de Rome au « Daily Mail » que le Pape a donné l'instruction à un prélat du Vatican d'exprimer à M. Mussolini ses félicitations personnelles d'avoir échappé à l'attentat commis contre lui lundi dernier. Le Pape, bien qu'il ait manifesté son indignation, n'était jamais entré en rapports

avec M. Mussolini, à la suite des précédents attentats perpétrés contre celui-ci. Aujourd'hui, après avoir téléphoné au ministère des Affaires étrangères pour se renseigner sur la résidence actuelle de M. Mussolini, le prélat, émissaire du Saint-Père, a rejoint le premier ministre à Forli où, au cours d'un entretien particulier, il lui a donné connaissance du message pontifical.

ANGLETERRE

LE GOUVERNEMENT SÉVIT

On a, depuis la grève générale jusqu'au mois d'octobre, intenté des procès contre 1.200 communistes, dont 400 ont été détenus. Un prisonnier, relâché après une longue détention, a communiqué à la presse que les prisonniers politiques subissent un régime beaucoup plus dur que les autres. Parmi les détenus non-communistes, il y a un grand nombre de personnes, hommes et femmes, qui ne sont coupables que d'avoir « insulté » des briseurs de grève. La terreur policière prend des formes aiguës : à Sheffield, Edwin Oxby a été battue par la police jusqu'à perte de connaissance, et ensuite condamnée à six mois de prison pour avoir injurié les agents.

UNE MÈRE EMPRISONNÉE AVEC SON BÉBÉ

Mme Edith Cartwright, détenue à Hull pour avoir insulté un briseur de grève, écrit à son mari, Arthur Cartwright, de Stainforth : « Je vais assez bien, mais l'enfant souffre beaucoup. Fais ton possible pour me délivrer, autrement, je resterai enfermée vingt-huit jours de plus. Tu sais que je ne l'ai aucunement mérité. » Mme Cartwright est emprisonnée avec son nourrisson qui est tombé gravement malade. Elle demande sa libération pour sauver son enfant.

LETTONIE

ANNIVERSAIRE

La République de Lettonie composée de deux provinces, la Livonie et la Curlande, va bientôt fêter le VIIIe anniversaire de son détachement officiel de la Russie et de l'arrivée au pouvoir de la bourgeoisie lettone, soutenue par le capital anglais.

Le lendemain de la chute des Soviets en Lettonie, les prisons furent remplies d'innocents dont les parents, pendant de longs mois, ne recevaient aucune nouvelle. A Riga, capitale de la Lettonie, 4.500 personnes ont été fusillées. Dans les rues on tuait les passants. On massacrait, dans les hôpitaux et dans les coopératives, les employés, ainsi que leurs familles. Douze chariots de cadavres furent vidés à la grille du cimetière, où les corps sont restés quatre jours. Il y avait des morts dans les fossés et dans les canaux. Bientôt se mirent au travail les conseils de guerre. Grâce à eux furent exécutés pendant six mois 12.000 ouvriers, paysans et intellectuels dans les villes et les villages de la Lettonie. On tuait, faute de preuve, sous prétexte de tentative d'évasion. L'exécution de neuf membres du comité central du parti communiste letton, qui s'était passée le 11 juin 1921, couronna cette période de terreur sauvage, qui fut ensuite suivie par une terreur systématique.

Ce système de violence et de répression continue de nos jours et les social-démocrates y prennent part. Le député Jurachevski, ex-ministre des Affaires intérieures, révéla au Parlement les intrigues du leader social-démocrate Bruno Kalnin, qui lui avait proposé d'éloigner les éléments de gauche des organisations sportives. La sûreté a redoublé d'activité : elle donne des coups de bâton, elle arrache les cheveux et les ongles, elle fait semblant de fusiller, elle viole les femmes. Tout ceci est prouvé par les procès Grislis, Joffe, Deklav, Blum, Berkis, Krevs, etc. Danchauskaya et Bredis ont perdu la raison à la suite de supplices, Fr. Berg en est mort. A Goldingen se sont suicidés les prisonniers Neuland et Anton ; à Riga, le détenu Panfiloff. Les sentinelles ont pris l'habitude de tirer sur les fenêtres des prisons, ainsi ont été tués à

Libau deux détenus ; à Riga, le prisonnier Jaunasol a été grièvement blessé.
Voici le régime républicain dont la libre Lettonie va fêter le VIII[e] anniversaire.

ÉTATS-UNIS

LA RÉPRESSION

A Manhattan, on a arrêté 314 grévistes ; 175 d'entre eux ont été emprisonnés.

Une nouvelle méthode de terreur économique a été appliquée à Passaic : on accuse les grévistes d'avoir « jeté des bombes » ; 5 accusés ont été arrêtés.

A Aitkin (South Carolina), deux nègres et une négresse ont été enlevés de la prison et tués par une foule de fascistes enragés.

INDE

ARRESTATIONS ET TERREUR

Au commencement de 1926, 19 personnes ont été arrêtées à Calcutta. On avait trouvé chez elles deux bouteilles de produits chimiques et on les a accusées d'avoir projeté une « explosion », bien que tout ceci n'ait été que préparé par des agents provocateurs. Les accusés furent condamnés à des peines sévères et ensuite bestialement battus par l'officier de police. Ils réussirent à se venger et à abattre la brute. Alors, trois d'entre eux furent condamnés à mort et huit aux travaux forcés à perpétuité. La police anglaise terrorise d'une façon éhontée l'aile gauche du Parti nationaliste hindou et surtout les étudiants et les intellectuels. Elle provoque constamment des bagarres sanglantes entre les Hindous et les Musulmans. A Bombay, 3.000 balayeurs de rue faisaient, pendant une semaine, la grève pour des questions de salaire. Les dirigeants furent condamnés à trois mois de prison chacun pour ne pas avoir prévenu les autorités deux mois avant... A Lahore, 3 Hindous furent accusés d'avoir illégalement vendu des armes. Milki Ram fut condamné à vingt et un ans de travaux forcés et à 3.000 roupies d'amende ; les deux autres à quatorze ans de travaux forcés et à 2.000 roupies chacun. Un Russe, accusé de communisme, a été arrêté à Peshwar et amené à Calcutta.

JAPON

A KIUSHIU, CINQ ÉTUDIANTS ARRÊTÉS

L'Union des Etudiants chinois a envoyé au Gouvernement japonais une protestation contre l'injustice faite à Lu-Yi-Hua et à d'autres émigrés chinois, qui ont été violemment battus par la police et ensuite détenus, pour avoir manifesté contre l'agent de Chang-Tso-Lin. Des 10 étudiants accusés, 5 ont été condamnés à six mois de prison chacun.

CHINE

LA TERREUR JAPONAISE

Le marchand ambulant Chi-A-Dong partit le 3 août 1926 en voyage, laissant à la maison sa vieille mère, sa femme et ses deux enfants. A Changhaï était à l'ancre le bateau japonais « Manri-Manru ». Le marchand chinois s'y rendit et demanda au contremaître Fudchima la petite somme que le Japonais, depuis quelque temps, lui devait. Fudchima, enragé, l'entraîna dans une cabine et, secondé par l'aide-capitaine Kido, le battit. Six matelots prirent part à cette action monstrueuse. Après avoir subi des tortures horribles, Chi-A-Dong fut jeté au fond de la cale, où il succomba. Le cadavre mutilé, caché dans du charbon et ensuite jeté dans l'eau, fut trouvé par un chauffeur chinois qui en informa les autorités. On commença une enquête. Les grandes organisations politiques réunirent

de larges masses de la population chinoise qui exigèrent la punition des assassins, l'indemnisation de la famille victime et l'abolition de l'exterritorialité des Japonais et des autres étrangers. Mais les Japonais, qui jouissaient du droit d'exterritorialité, ne pouvant être jugés que par leur consul, qui présenta l'affaire comme un petit incident fâcheux, l'instruction finit le 21 août, par l'acquittement des six matelots. Fudchima et Kido furent envoyés à Nagasaki, où ils seront peut-être condamnés à un an de prison. Comme le 30 mai 1925, quand les Japonais avaient tué l'ouvrier Gu-Sun-Hun, les ouvriers et les étudiants chinois protestent dans toutes les rues contre la terreur mise en œuvre par la bourgeoisie étrangère.

LA RÉPRESSION

L'étudiant Kou-Ting-Hien de Shanghaï a été condamné à 100 dollars d'amende pour avoir distribué des tracts aux ouvriers. Pour la même raison, le travailleur Chang-Chin-Kuo a été emprisonné pendant un mois et ensuite chassé de l'usine. Huit étudiants ont été arrêtés et amenés devant la cour martiale pour avoir fait des discours publics le 7 septembre. Wang-Man-Tsing de Kwansi a été accusé par le général Sun-Chuang-Tang d'avoir été en relation avec Canton. Il n'y avait contre lui aucune preuve, sauf un livre de Marx. Il fut pourtant livré au Conseil de guerre. Le général Sun interdit aux ouvriers de Shanghaï tout mouvement syndical et aux étudiants toute activité politique. Des employés ont formé, à Shanghaï, une organisation de lutte contre les grèves ; dans la fabrique de soie de Wai-Sun, tous les partisans de la grève ont été arrêtés par cette organisation illégale. A Fsingtao, on a arrêté plusieurs communistes, Jen-Ming-Honan et d'autres ; les perquisitions continuent. L'étudiant Yang-Chao-Chen de Anwei a été condamné à mort, à Pangpu, par le général Chen, pour avoir fait de la propagande communiste parmi les troupes.

Le gérant : Simon André.

8912-11-26. — Imp. Parisiennes Réunies (Bourse de Commerce, E. Fuzat, imp.), 35, rue J.-J.-Rousseau, Paris.